

Rwanda/Génocide

Les deux anciens bourgmestres jugés en France risquent la prison à vie

AFP
Paris/France

Octavien Ngenzi, 58 ans, et Tito Barahira, 65 ans, ont été désignés par l'avocat général comme des rouages essentiels du génocide dans leur commune de Kabarondo.

DES "superviseurs" mais aussi des "bourreaux à l'œuvre": l'avocat général a requis hier la réclusion criminelle à perpétuité à l'encontre de deux anciens bourgmestres rwandais, accusés d'avoir participé au génocide des Tutsi dans leur village de l'est du Rwanda en avril 1994.

A l'issue de deux mois d'un procès "pour l'histoire" devant la cour d'assises de Paris, Philippe Courroye a désigné Octavien Ngenzi, 58 ans, et Tito Barahira, 65 ans, comme des rouages essentiels du génocide dans leur commune de Kabarondo, qualifiant le premier de "dirigeant" et le second d'"officier de la machette".

Les deux hommes, qui nient toute participation au génocide, ont écouté, impassibles, le lourd réquisitoire: un Ngenzi "Judas" qui n'a non seule-

ment "rien entrepris pour empêcher les massacres" mais les a "supervisés". Un Barahira "actif", qui "donne des instructions" et se mêle aux tueurs, la lance à la main.

"A la fois les bourreaux et les valets des planificateurs du génocide", ils ont, pour l'accusation, "manqué leur rendez-vous avec l'humanité, avec le pardon" en niant jusqu'au bout.

Philippe Courroye a rappelé que ces hommes, arrêtés en France, étaient jugés en vertu de la compétence universelle des juridictions françaises. Ce procès est le deuxième tenu en France sur les massacres de 1994 au Rwanda.

Plus de huit semaines de débats ont donné à voir un génocide entre voisins, au village, sur les collines où l'on participait autrefois ensemble aux travaux communautaires. Un crime de proximité loin des centres du pouvoir, contrairement au premier procès en France, celui en 2014 de l'ancien capitaine Pascal Simbikangwa, condamné à 25 ans de réclusion.

A Kabarondo, le massacre le plus effroyable eut lieu à l'église, le 13 avril, dans cette commune rurale où des milliers de



Photo: AFP

Les deux anciens bourgmestres dans le box des accusés.

paysans tutsi s'étaient réfugiés, espérant gagner un sanctuaire, comme l'avaient été les lieux de culte lors des pogroms précédents depuis les années 1960.

"TOTALE CONVERGENCE AVEC LES TUEURS"• Comme ailleurs au Rwanda, où les tueries débutent peu après l'attentat contre le président hutu Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994, massacres et exécutions sommaires vont s'enchaîner à Kabarondo. Ils firent plus de 800 000 morts en cent jours à travers le pays. Plus de 2 000 en un seul jour à l'église de Kabarondo, selon son curé, Oreste Incimatata. Plus de sept heures d'un chaos de poudre et de sang, les

lames silencieuses des machettes succédant au fracas des grenades et des mortiers postés dans les cafés.

Philippe Courroye a situé les accusés, qui se sont succédé à la tête de la commune, au cœur de la machine génocidaire. Dans un État centralisé, dont "la matrice politique est ségrégationniste", "Ngenzi est le bourgmestre, le chef d'état-major, le dirigeant". Barahira, un homme "craint", "granitique", est "un officiant de la machette".

Pendant des heures, les procureurs généraux, Philippe Courroye puis Ludovic Hovelin-Serre, qui l'assiste, se sont attachés à reprendre un à un les épisodes du drame, à convoquer les témoins.

Le premier a raillé le Kabarondo idyllique des anciens maires, un Barahira "taillant sa haie" et un Ngenzi passif alors que le sang coule à flot.

"Ngenzi n'a jamais été dépassé. Il est allé chercher les militaires" qui ont pillonné l'église en soutien des miliciens Interahamwe armés de machettes, a martelé Philippe Courroye. Quant à Barahira, après une réunion sur un terrain de football le matin - dont il nie la tenue même - "il n'aurait pas manqué le bouquet final" à l'église, qualifiée par le procureur de "Titanic de l'horreur". Après l'église, Ngenzi s'est affirmé comme un "superviseur", a soutenu M. Hovelin-Serre. Lors de l'enfouissement des corps - "il a recruté des fossoyeurs" -, puis lors des massacres au centre de santé, dans un centre de formation - "perpétrés sur ordre de Ngenzi" selon plusieurs témoins -, et enfin lors de perquisitions au domicile de Tutsi, en présence d'un bourgmestre armé, "non pas en protecteur comme il le prétend mais en totale convergence avec les tueurs".

La parole sera ce mardi à la défense, le verdict est attendu demain.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Crise.** La dialogue reprend, sans l'opposition

Le dialogue de sortie de crise au Burundi, relancé en mai après plusieurs mois de blocage, doit se poursuivre à partir de samedi à Arusha (Tanzanie), mais la principale coalition d'opposition devrait encore en être absente.

• **Centrafrique/Violences.** Désarmer les groupes armés, une urgence

Le Haut-Commissaire de l'Onu aux droits de l'Homme a jugé hier "urgent de désarmer les groupes armés" en Centrafrique et de rétablir l'autorité étatique, craignant une nouvelle escalade de la violence.

• **Côte d'Ivoire/Justice.** Le procès de Simone Gbagbo suspendu



Photo: AFP

Le procès devant les assises d'Abidjan de l'ex-Première dame de Côte d'Ivoire Simone Gbagbo, pour crimes contre l'humanité, a été suspendu hier pour une semaine, l'accusée, 67 ans, ayant été victime selon la défense d'"un malaise" en fin de semaine dernière.

A travers le monde

• **Arabie Saoudite/Attentat.** Un kamikaze près d'un consulat américain

Un kamikaze s'est fait exploser hier près du consulat des Etats-Unis à Jeddah, sur la côte ouest de l'Arabie saoudite, le jour de la fête nationale américaine. Deux agents de sécurité ont été légèrement blessés.

• **France/Justice.** Le milliardaire Serge Dassault à la barre

L'industriel et sénateur français Serge Dassault est jugé depuis hier pour avoir dissimulé des dizaines de millions d'euros dans des paradis fiscaux, premier volet d'une affaire à tiroirs portant aussi sur des soupçons d'achat de voix en période électorale.

• **Grande-Bretagne/Politique.** Nigel Farage quitte la tête de l'Ukip



Photo: AFP

Le Brexit a provoqué un nouveau coup de théâtre dans la vie politique britannique lundi avec l'annonce par Nigel Farage de sa démission de la tête du parti europhobe et anti-immigration Ukip.

France/Politique

Le Parti socialiste au pouvoir malmené sur le terrain

AFP
Paris/France

Conséquence: l'annulation de la traditionnelle université d'été. La campagne en vue des futures échéances s'annonce mal.

MINISTRES hués, locaux vandalisés, meetings perturbés: la crainte de violences a poussé le Parti socialiste au pouvoir en France à annuler sa traditionnelle université d'été, une décision inédite augurant une campagne difficile pour les élections présidentielle et législatives de 2017.

"En quelques semaines, les permanences du PS ont été attaquées, on a même tiré dessus à l'arme à feu, on veut interdire nos meetings. C'est une situation gravissime", a tonné hier le premier secrétaire du parti, Jean-Christophe Cambadélis.

"Je ne veux pas me confronter à une guérilla d'une ultra gauche antidémocratique qui a décidé de se

faire et les forces de police et le Parti socialiste", a-t-il ajouté, pour justifier l'annulation de l'université d'été du parti, une première historique.

Le Premier ministre Manuel Valls a qualifié ce choix de "décision sage", jugeant impossible de "mobiliser des centaines de policiers ou de gendarmes pour un rendez-vous politique".

Grand-messe réunissant ministres, élus et militants pour prendre le pouls du parti, l'université d'été du PS se tenait depuis 1993 chaque été à La Rochelle (ouest). Cette année, elle aurait dû avoir lieu du 26 au 28 août à Nantes (ouest) mais sera remplacée par des réunions en septembre dans cinq ou six villes de France.

Les appels à perturber la rencontre s'étaient multipliés ces dernières semaines, alors que la France est secouée depuis quatre mois par une fronde à l'ampleur jamais vue sous un gouvernement de gauche.

Les opposants à une réforme du droit du travail,

jugée trop libérale, ont déjà organisé onze manifestations, souvent émaillées de violences, des grèves et des blocages de sites pétroliers. Un douzième défilé est prévu ce mardi à Paris.

Dans ce cadre, des dizaines de permanences du PS ont été victimes de dégradations et des membres du gouvernement pris pour cible: Manuel Valls a été hué, le ministre de l'Economie Emmanuel Macron a essuyé des jets d'oeuf et la ministre du Travail Myriam El Khomri a eu droit à une manifestation devant son domicile.

Cette contestation menaçait de s'inviter aux rencontres du PS, avec un meeting syndical prévu à Nantes le jour-même de son ouverture.

Outre cette fronde nationale, Nantes connaît de fortes tensions liées à un projet d'aéroport au nord de la métropole. Parmi les opposants figurent de nombreux militants de l'ultra gauche, qui s'étaient promis de "rendre impossible cette uni-

versité d'été".

"RIDICULE"• Dans ce contexte, la maire de Nantes, Johanna Rolland, elle-même socialiste, a salué l'annulation de l'université d'été, "une décision responsable qui répond à (sa) demande".

Même quand ils la comprennent, une partie des socialistes sont navrés par cette décision. "Triste de constater à quel point nous en sommes arrivés...", a tweeté le député Pascal Cherki, membre des "frondeurs" du PS qui n'hésite pas à voter contre le gouvernement.

D'autres se demandent si l'annulation n'arrange pas l'exécutif, qui risquait d'être chahuté par les militants les plus à gauche, juste avant la tenue de primaires pour désigner le candidat socialiste à la présidentielle de 2017.

Le président François Hollande, tombé à seulement 12% d'opinions favorables, n'a pas encore officiellement fait acte de candidature, mais devra en passer par cette primaire s'il veut briguer un deuxième mandat.

Quel que soit le candidat retenu, il devra affronter ses opposants de droite, une gauche radicale décidée à en découdre mais aussi panser les plaies dans son propre camp, ce qui s'annonce difficile.

Un meeting du mouvement "Eh oh la gauche", créé par des proches du président Hollande, a illustré la semaine dernière à Bordeaux (sud-ouest) le niveau de tensions au sein du parti: le service d'ordre a dû procéder à de nombreuses évacuations pour que le ministre Stéphane Le Foll puisse se faire entendre. Dans la salle, divisée entre applaudissements et protestations, des insultes ont fusé entre militants.

Cette situation suscite l'ironie dans l'opposition de droite, reléguant au second plan ses propres divisions. "Jusqu'où vont-ils aller dans le ridicule? Un parti qui ne se réunit plus n'est plus un parti", s'est gaussé le député Eric Ciotti du parti Les Républicains dirigé par l'ex-président Nicolas Sarkozy.